



Février 2023
**Bureau
Bamako**

Revue de presse du Mali

15.02. – 02.03.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

-
- **Fragilité de la CEDEAO Le Burkina, la Guinée et le Mali envisagent une Fédération**
-
- **Présidentielle 2024 : Qui veut tromper Assimi ?**
-
- **Charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Mali se dote d'un document référentiel authentique**
-

POLITIQUE

Fragilité de la CEDEAO Le Burkina, la Guinée et le Mali envisagent une Fédération

Au moment où la CEDEAO se trouve de plus en plus contestée et fragilisée, quelques Etats membres n'hésitent guère à lui envisager des alternatives. Parmi celles-ci, la mise en place d'une fédération.

C'est, en tous cas, l'option préconisée par l'actuel Premier ministre burkinabé, Me Apollinaire Joachimson Kyélem de Tambèla. On se rappelle qu'au cours de sa visite au Mali (le 31 janvier et 1er février), il avait tendu la main au grand voisin pour la mise en place d'une fédération.

« Nous sommes conscients que, ceux que nos devanciers n'ont pas pu faire, nous n'avons pas d'excuses pour ne pas le faire ; en tous cas, pour ne pas le tenter », avait-il déclaré. Néanmoins, l'idée d'une fédération entre le Mali et le Burkina Faso a très vite été qualifiée d'« utopique », jugée « impossible » par certains.

Ceux-ci, en effet, firent valoir que les situations respectives des deux pays – touchés par le terrorisme et dirigés par des autorités sans légitimités démocratiques – rendent inopportune et illégitime toute velléité fédérative. Quelques observateurs n'ont pas hésité à parler d'effet d'annonce et de vœu pieux.

L'évolution de l'actualité, néanmoins, semble indiquer le contraire. A mesure que le temps passe, en effet, l'idée d'une fédération – entre quelques pays Ouest-africains - se peaufine et s'élargit.

Le 9 février, dernier, s'est tenue à Ouagadougou une importante rencontre diplomatique entre les ministres des affaires étrangères burkinabé, malien et guinéen.

Ce sommet a donné l'occasion aux trois pays, outre de plaider la levée de leur suspension au sein de la CEDEAO et de l'UA, de rapprocher leurs vues dans le cadre notamment de la lutte contre le terrorisme.

Ce rapprochement, à tort ou à raison, a été perçu comme un premier pas sur le chemin de la fédération. La CEDEAO, d'ores et déjà, y a manifesté son opposition.

A ce sujet, le deuxième vice-président du parlement communautaire, M. Sani Malam Chaibou – s'adressant aux représentants des trois Etats – avait déclaré : « La fédération, on ne va pas vous laisser la faire.

Nous sommes à quinze [membres de la CEDEAO], nous allons rester à quinze. Revenez ! On reste à quinze », avant d'ajouter : « C'est un problème de concertation, de consultation et de compréhension ».

Déclarations qui aurait suscité l'ire du premier ministre burkinabé, Me Apollinaire Joachim son Kyélem de Tambèla : « On nous dit que le fait que nous nous entendons tous les trois, c'est contre la CEDEAO, mais nous sommes membres fondateurs de la CEDEAO ; donc nous ne pouvons pas être contre ce que nous avons contribué à créer.

Ce que nous voulons, c'est vivre ensemble » Et de préciser : « Nous ne sommes pas contre la CEDEAO ni contre qui que ce soit. Nous disons tout simplement que si la CEDEAO veut être respectée, elle doit aussi apprendre à respecter les autres...

Je ne sais pas ce que la CEDEAO a fait pour aider le Mali à lutter contre l'insécurité et contre le terrorisme, mais je sais ce qu'elle n'a pas fait au Burkina Faso. Nous avons lutté tout seul.

Chaque jour, des Burkinabè tombent, des infrastructures sont dynamitées. Nous n'avons reçu aucune aide de la CEDEAO. De quel droit la CEDEAO va venir nous dicter notre conduite ? Si elle a été absente pendant tout notre parcours, alors elle doit également rester absente pendant que nous cherchons des solutions à nos problèmes et nous laisser continuer notre chemin »

Par ailleurs, le chef du gouvernement burkinabé n'écarte pas la possibilité de quitter la CEDEAO. Écoutons-le : « Il faut qu'on dise les choses clairement. La CEDEAO a été créé en 1975. Nos pays ont vécu avant 1975, ce qui prouve qu'ils peuvent vivre sans la CEDEAO. Nous souhaitons vivre avec la CEDEAO, mais si elle veut nous empêcher de nous réaliser, nous mènerons notre chemin ».

Source: Malikilé

Présidentielle 2024 : Qui veut tromper Assimi ?

La candidature du président de la transition, le colonel Assimi Goïta, suscite des débats depuis des semaines. Ils s'en trouvent même qui sont déjà à Nioro du Sahel pour demander l'implication du chérif Bouyé pour que cette candidature se matérialise. Tout cela se passe à un moment très critique de l'histoire du Mali.

Le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, doit-il se présenter à la présidentielle de 2024 ? C'est la question qui oppose les Maliens.

Pour beaucoup de citoyens, le président de la Transition, pour avoir donné une autre image à l'armée malienne, réduit l'insécurité, pour avoir imposé le respect du Mali sur le plan international en lui redonnant sa souveraineté déjà perdue... doit se présenter à l'élection présidentielle prévue en 2024 pour continuer le chantier.

Pour d'autres citoyens, le colonel Assimi Goïta doit, comme lui et ses collègues l'ont mentionné dans la Charte de la Transition, organiser les élections propres, libres, crédibles et transparentes dans le délai promis devant la communauté internationale. Ceux-ci trouvent qu'une candidature du président de la Transition risque de porter atteinte au crédit des élections et de détériorer les relations entre le Mali et la communauté internationale.

La candidature d'Assimi réclamée

Cela fait des mois que certains Maliens, soutiens à la transition, réclament la candidature du président de la transition. Des avis individuels sur les réseaux sociaux, certaines associations et personnalités individuelles s'y impliquent. Et à la grande surprise des Maliens, ce sont « les sages de Ségou » qui se sont prononcés sur le sujet en soutenant la candidature d'Assimi.

Ils ont même effectué le déplacement sur Nioro du Sahel pour demander l'approbation du chérif. Sur LA CANDIDATURE UNIQUE DU COLONEL ASSIMI GOÏTA aux prochaines élections présidentielles, prévues pour Mars 2024 au Mali. Cette décision bien que critiquée par certains, est bien soutenue par des millions de Maliens.

La candidature d'Assimi, une erreur

Le président de la Transition est certes un gros travailleur. Cela est incontestable. Il a redonné au Mali toute sa dignité, sa fierté, sa souveraineté. En seulement moins de deux ans, il a équipé l'armée malienne, l'a mise dans toutes les conditions, l'a rendue puissante.

Le président de la Transition est incontestablement populaire, à Bamako comme à l'intérieur du pays. S'il est candidat, il peut battre tous ses adversaires sans difficultés. Cela, même s'il va en tant que candidat indépendant. Mais sa candidature est-elle une bonne chose ? Non pour le moment.

Une candidature d'Assimi risque de discréditer les élections, donc fouler aux pieds toutes les actions de réformes des autorités de la transition. Elle risque aussi de détériorer la relation entre le Mali et la communauté internationale. Ce qui risque d'aggraver la situation. Assimi a encore le temps de devenir président de la République s'il le veut.

Il est donc dangereux de le pousser à fauter. Surtout que les prétendus « Sages de Ségou » apparaissent plus comme de vulgaires situationnistes que de personnes connues à Ségou.

Source Malikilé

POLITIQUE

Charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Mali se dote d'un document référentiel

Sous la conduite du ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo, le comité de pilotage de la Charte d'éthique et des valeurs du Mali s'est réuni la semaine dernière au Centre International de Conférences de Bamako.

Le document final validé se fonde sur des valeurs et principes cardinaux du Mali d'hier. Une référence et une boussole pour le Mali nouveau.

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle qui secoue le vivre ensemble, ébranle la cohésion sociale et fait faillir les institutions : l'Etat, la famille, l'école, la religion... Pour renverser cette spirale gênante, le comité de pilotage, investi de la tâche d'élaborer la « charte d'éthique et des valeurs du Mali », revient avec le fruit de son travail.

Il a peaufiné et finalisé « un document important pour le Mali », selon le ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo. Se fondant sur les bases et les valeurs du Mali authentique, le comité de pilotage, composé d'experts, d'un comité scientifique présidé par Famagan-Oulé Konaté, a validé ladite charte qui servira de bréviaire et de socle pour le Mali.

Avec la bienveillance du ministre dogoly Guindo, le comité a, après formulation de quelques recommandations, approuvé le document final.

POLITIQUE

Charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Mali se dote d'un document référentiel

Sous la conduite du ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo, le comité de pilotage de la Charte d'éthique et des valeurs du Mali s'est réuni la semaine dernière au Centre International de Conférences de Bamako.

Le document final validé se fonde sur des valeurs et principes cardinaux du Mali d'hier. Une référence et une boussole pour le Mali nouveau.

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle qui secoue le vivre ensemble, ébranle la cohésion sociale et fait faillir les institutions : l'Etat, la famille, l'école, la religion... Pour renverser cette spirale gênante, le comité de pilotage, investi de la tâche d'élaborer la « charte d'éthique et des valeurs du Mali », revient avec le fruit de son travail.

Il a peaufiné et finalisé « un document important pour le Mali », selon le ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo. Se fondant sur les bases et les valeurs du Mali authentique, le comité de pilotage, composé d'experts, d'un comité scientifique présidé par Famagan-Oulé Konaté, a validé ladite charte qui servira de bréviaire et de socle pour le Mali.

Avec la bienveillance du ministre dogoly Guindo, le comité a, après formulation de quelques recommandations, approuvé le document final.

« Le présent document est le fruit d'un travail minutieux et acharné accompli par un comité scientifique, pluridisciplinaire, sous l'égide du comité de pilotage », a souligné le ministre Guindo.

Confiant du contenu instructif de la charte, le ministre en charge de la culture rassure que « le document sera versé dans le système éducatif malien ». Son élaboration a respecté un ordre bien établi et harmonisé, a appuyé pour sa part le président du comité de pilotage, à travers notamment, la réalisation d'une enquête quantitative sur un échantillon national de 480 citoyens, dont 50% de femmes.

La réalisation d'une enquête qualitative sur un échantillon de 60 représentants des différentes aires culturelles du Mali. « L'enquête quantitative a révélé que les 480 citoyens interrogés approuvent les valeurs inscrites dans la charte, dans une proportion de 70% à 100% », a révélé le président du comité de pilotage, Famagan-Oulé Konaté.

Et de poursuivre : « la même enquête conclut que la culture malienne, les traditions et coutumes des communautés regorgent de nombreuses valeurs positives qu'il suffit de revisiter ». Cette charte prend en compte plusieurs aspects importants, à savoir la codification des normes, modèles et systèmes devant régir la vie de la société, la reconnaissance de l'autorité parentale et de la société, entre autre.

Source Malikilé

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de